

Dépêche n°174340

Paris, vendredi 9 novembre 2012,
10:39:00

Christophe Boulay

Ligne directe: 01 53 10 09 70

Parier sur la démocratisation des entreprises et des organisations du travail : « utopie » ou « pari raisonné » ? Une chronique de Xavier Baron

En pleine crise économique et dans une atmosphère de défiance croissante dans les institutions et dans l'avenir (l'État, l'Europe, les patrons...), le débat sur la possibilité et la pertinence du choix de la démocratie en entreprise est relancé avec la publication récente de l'ouvrage d'Isabelle Ferreras « Gouverner le capitalisme » (PUF), constate Xavier Baron, professeur associé en sociologie à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, consultant en GRH, dans une chronique pour AEF. Le livre débouche sur une proposition originale de « bicamérisme » pour la gouvernance des entreprises. « Utopie » ou « pari raisonné » ?

Isabelle Ferreras propose que la rationalité politique de l'entreprise soit significativement portée par l'investisseur en travail, les salariés. Ceux-ci composeraient un deuxième conseil d'administration, à l'aide d'une deuxième « chambre », à l'instar de l'invention de la chambre des communes à côté de la chambre des Lords en Angleterre, ou encore de l'Assemblée nationale et du Sénat en France. Il n'est plus question ici simplement d'une représentation des salariés (toujours prioritairement centrés sur la défense de leurs intérêts « instrumentaux ») par des élus syndicaux, mais, plus largement, de défense de l'entreprise par des élus des salariés, à l'aide d'une forme de bicamérisme à inventer.

Parier que l'entreprise puisse devenir un espace démocratique relève-t-il de l'utopie encore aujourd'hui ? Pas sûr, rétorque Isabelle Ferreras. « Utopie, mais pas pour très longtemps », ajoute Xavier Baron, « si l'on fait l'effort de s'intéresser aux mutations du travail lui-même ». « Au-delà des questions sociales (inégalité, injustice et mal-être), au-delà des visions politiques (légitimité limitée des directions d'entreprise et plus encore de leurs actionnaires), au-delà des exigences d'engagement des salariés, l'accroissement et la généralisation du travail intellectuel est un argument pour anticiper un dépassement du salariat à terme. » « Il s'agit cette fois d'une exigence de démocratie, non seulement de l'entreprise comme institution légitime, mais de l'entreprise comme espace efficace d'organisation du travail. »

« UN NOUVEAU DEAL SALARIAL EST À CONSTRUIRE »

Pour Xavier Baron, « un nouveau deal salarial est à construire ». « Il y a fort à parier en effet que le débat s'installera dans un délai proche, tout à la fois sur la propriété intellectuelle et sur un accès au pouvoir d'organisation et de décision. La référence au temps et le respect de la subordination ne sont plus ni aussi efficaces, ni aussi légitimes. Il faudra bien revenir à la question de savoir comment ces productions informationnelles et relationnelles qui prennent de plus en plus d'importance dans la chaîne de valeur sont effectivement valorisées en termes de jouissance comme de pouvoir », écrit Isabelle Ferreras

Ces constats, arguments et propositions ne font pas encore une démonstration de la preuve de la faisabilité et de la pertinence d'une démocratisation des entreprises et des organisations du travail. « Ce n'est peut-être pas pour demain matin », reconnaît Xavier Baron. Mais, « que l'on en appelle à la loi ou à des institutions, il y a bel et bien, selon lui, la réalité d'un scandale : l'exception que constitue la soumission, fût-elle volontaire, inhérente au rapport salarial. Il y a bien ici des présomptions convergentes en faveur de formes et/ou d'étapes nouvelles de démocratisation de l'entreprise, de démocratie au travail. Au-delà de la désirabilité en soi de la démocratie, sorties de crise et mutations du travail en font un pari, raisonnable et raisonné, au vu de la nature et de l'évolution des chaînes de valeur contemporaines ».

À télécharger

[Parier sur la démocratisation des entreprises et des organisations du travail : « utopie » ou « pari raisonné » ? Une chronique de Xavier Baron "](#)

AEF n°6981 du vendredi 9 novembre 2012

À lire aussi

[La présence du client sur le lieu de travail interroge la place du salarié dans l'organisation \(Isabelle Ferreras, François Rajaud\)](#)

AEF n°169618 du lundi 6 août 2012 - RH

[« L'organisation du travail peut-elle être efficace et démocratique ? » Une chronique de Xavier Baron](#)

AEF n°138972 du mercredi 13 octobre 2010 - RH

[Performance collective : Xavier Baron formule neuf principes pour « repenser l'organisation de la production immatérielle »](#)

AEF n°166771 du vendredi 18 mai 2012 - RH

Dépêche n° 174340 © Copyright AEF - 1998/2012

Conformément au code sur la propriété intellectuelle, toute reproduction ou transmission, de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel de AEF.